



1

RÉSOLUTIONS | RESOLUCIONES | RÉSOLUTIONS

2

Titre | Título | Titre :

La persécution politique d'Ekrem İmamoğlu et la suspension de la volonté démocratique en Turquie

Organisation | Organización | Organisation :

Jeunesse du CHP

Pays | País | Pays :

Turquie

3

Depuis le 19 mars 2025, la Turquie est entrée dans une nouvelle phase extrêmement dangereuse dans laquelle

4

le principe de l'État de droit démocratique a été suspendu de facto. Les événements

5

depuis cette date ont clairement démontré que le pouvoir judiciaire a été dépouillé de son

6

indépendance et transformé en un instrument direct de l'exécutif politique pour

7

éliminer l'opposition politique.

8

Au cœur de ce processus se trouve Ekrem İmamoğlu, maire de la municipalité métropolitaine d'Istanbul

9

et candidat à la présidence du Parti républicain du peuple (CHP). Les

10

mesures prises à l'encontre d'İmamoğlu ne constituent pas une procédure judiciaire ordinaire visant

11

à un homme politique ; elles représentent plutôt une opération politique systématique et délibérée visant

12

à éliminer de la vie politique une figure qui incarne la volonté démocratique de millions d'

13

électeurs.

14

Le 19 mars, une procédure a été engagée contre Ekrem İmamoğlu avec une demande de

15

détention, sur la base d'allégations non fondées telles que la corruption et l'espionnage, et

16

sans aucune preuve concrète ou crédible. Cette demande a été utilisée publiquement comme une menace politique

17

, portant atteinte à la présomption d'innocence et transformant le pouvoir judiciaire en un outil de

18

punition préventive.

19

Par la suite, les actes d'accusation contre Ekrem İmamoğlu ont moins fonctionné comme des

20

que comme des mécanismes de pression. L'acte d'accusation d'environ 4 000 pages,

21

gonflé par des accusations répétitives, des divisions artificielles de dossiers et des accusations en chaîne,

22

a sévèrement restreint le droit à la défense et a transformé le processus judiciaire lui-même en une

23

forme de punition.

24

Les sanctions demandées à l'encontre d'Ekrem İmamoğlu ont atteint un niveau incompatible avec les

25

principes les plus fondamentaux du droit. Des peines d'emprisonnement totalisant jusqu'à 2 352 ans, combinées à des

26

des interdictions politiques à long terme, démontrent clairement un abandon complet du principe de



- 27 proportionnalité en droit pénal et révèlent un processus motivé par la liquidation politique plutôt que
28 que la justice.
- 29 Parallèlement à cette procédure, des mesures supplémentaires ont été prises pour exclure
30 İmamoğlu de la vie politique. L'annulation de son diplôme universitaire, effectuée par des
31 des moyens administratifs plutôt que par une décision judiciaire définitive, constitue une nouvelle tentative visant à
32 le rendre inéligible à une fonction publique et illustre l'instrumentalisation des mécanismes juridiques et
33 bureaucratiques à des fins politiques.
- 34 Cette affaire illustre en outre l'érosion systématique du droit à la défense (jus defensionis).
35 Les poursuites engagées contre l'avocat d'Ekrem İmamoğlu, fondées sur des accusations changeantes et incohérentes
36 montre que même la défense elle-même a été prise pour cible, les autorités judiciaires supérieures
37 ont ignoré les garanties juridiques fondamentales afin de légitimer des actions illégales
38 à l'encontre de personnalités de l'opposition.
- 39 Le processus s'est étendu au-delà du ciblage personnel d'Ekrem İmamoğlu pour englober systématiquement
40 le fonctionnement institutionnel de la municipalité métropolitaine d'Istanbul. Les maires de district élus
41 et hauts fonctionnaires municipaux ont été arrêtés
42 et arrêtés avec İmamoğlu, ce qui montre bien que l'opération ne se limite pas à une
43 individuelle, mais vise la structure démocratique de la gouvernance locale dans son ensemble.
- 44 Les enquêtes, détentions, arrestations et enquêtes administratives simultanées ont
45 perturbé la prise de décision, sapé la mémoire institutionnelle et érodé la continuité administrative
46 . Le climat d'incertitude qui en résulte a entraîné un dysfonctionnement généralisé,
47 transformant de fait le processus judiciaire en une vaste intervention visant à
48 paralyser l'administration municipale démocratiquement élue.
- 49 D'autre part, le président des sections jeunesse du CHP a fait l'objet d'une demande de
50 emprisonnement et interdiction de voyager sur la seule base d'une publication sur les réseaux sociaux concernant le
51 procureur dans l'affaire İmamoğlu, pour « insulte à un fonctionnaire dans l'exercice de
52 exercice de ses fonctions » et de « cibler publiquement des personnes impliquées dans la lutte contre le terrorisme
53 ».
- 54 Parallèlement, le siège provincial du CHP à Istanbul a fait l'objet d'une intervention directe
55 . Des milliers de policiers ont fait irruption dans le bâtiment du parti, malgré la
56 absence de tout administrateur judiciaire désigné par le tribunal, ce qui témoigne d'un recours sans précédent aux forces de
sécurité
57 pour intimider et réprimer l'organisation politique.
- 58 Parallèlement aux procédures en cours, de nouvelles affaires et condamnations ont été ajoutées à plusieurs reprises
59 ajoutées au dossier judiciaire d'Ekrem İmamoğlu, créant une pression cumulative par le biais de poursuites successives



- 60 poursuites successives et entretenant la suspicion du public en perpétuant l'impression qu'il
61 n'a pas été innocenté.
- 62 Il est essentiel de noter que ces opérations ont été menées quelques jours seulement avant les primaires de l'opposition.
63 élections et visaient clairement à faire obstacle à la candidature présidentielle d'Ekrem İmamoğlu,
64 interférant directement avec le droit constitutionnel de se présenter aux élections. Le timing ne laisse aucun
65 aucun doute sur le fait que les mesures judiciaires et administratives ont été délibérément synchronisées pour
66 éliminer préventivement un candidat par des moyens juridiques plutôt que par la
67 .
- 68 Les peines prononcées après le 17 juillet ont encore davantage plongé dans l'incertitude la candidature présidentielle déclarée
69 d'İmamoğlu. De cette manière, l'incertitude elle-même est utilisée comme une arme : publique
70 le doute est e n t r e n u, l'opposition est épuisée par une imprévisibilité constante, et le
71 procédure judiciaire fonctionne moins comme une recherche impartiale de la vérité que comme un mécanisme d'
72 usure punitive.
- 73 Dans ce contexte, le 21 septembre 2025, le CHP a été contraint de convoquer deux congrès extraordinaires
74 à la suite d'une tentative d'invalidation illégale de son précédent congrès, fondée
75 sur des allégations selon lesquelles les décisions des soi-disant délégués auraient été manipulées. En conséquence,
76 Özgür Özel a été réélu président du CHP.
- 77 Parallèlement aux procédures judiciaires, l'autorité d'Ekrem İmamoğlu a été systématiquement
78 restreinte, et la municipalité métropolitaine d'Istanbul a été rendue dysfonctionnelle par des
79 des inspections constantes et des interventions administratives. Parallèlement, des campagnes médiatiques intensives de
80 ont contribué à créer une perception publique de culpabilité, politisant ainsi le
81 dès le début.
- 82 Malgré ces pressions, de larges segments de la société rejettent ce processus qu'ils jugent illégitime.
83 Les attaques judiciaires contre Ekrem İmamoğlu ont intensifié les appels en faveur d'un changement démocratique, car
84 des millions de personnes considèrent qu'il ne s'agit pas d'une question juridique, mais d'une atteinte à leur droit de vote et de se
85 présenter aux élections .
- 86 Cette persécution indique que les élections ne sont plus considérées comme suffisantes pour assurer un transfert
87 du pouvoir en Turquie. L'exclusion judiciaire de candidats, l'entrave à l'
88 , les peines disproportionnées et le recours à la détention à des fins d'intimidation constituent une
89 menace directe pour la gouvernance démocratique.
- 90 Pour ces raisons, ce qui se passe n'est pas seulement une affaire interne à la Turquie ; c'est une
91 responsabilité partagée pour tous ceux qui croient en la démocratie, l'état de droit et le
92 pluralisme.



- 93 Dans ce contexte, en tant qu'Union internationale de la jeunesse socialiste, nous
- 94 1. exigeons la cessation immédiate de toutes les enquêtes et
- 95 procès à l'encontre d'Ekrem İmamoğlu, le retrait de toutes les demandes de détention et
- 96 la dépolitisation totale des procédures judiciaires.
- 97 2. Condamner les actes d'accusation d'environ 4 000 pages et les peines d'emprisonnement
- 98 et les demandes de peines atteignant un total de 2 352 ans comme des instruments évidents de
- 99 pression politique et d'intimidation qui suppriment de fait le droit à la défense.
- 100 3. Appeler toutes les institutions internationales, les mouvements démocratiques, les gouvernements et
- 101 partis politiques à suivre de près les procédures judiciaires visant Ekrem
- 102 İmamoğlu et l'utilisation du pouvoir judiciaire pour éliminer l'opposition en Turquie, et à
- 103 adopter une position claire, fondée sur des principes et publique contre ces développements.
- 104 4. Exiger la fin de l'utilisation du pouvoir judiciaire comme outil pour éliminer l'opposition politique
- 105 opposition et l'application pleine et inconditionnelle de la présomption d'
- 106 innocence.
- 107 5. Rejeter toute tentative visant à destituer un maire, des maires de district
- 108 et d' r un candidat à l' à la présidence de la vie politique
- 109 administratifs.
- 110 6. Appel au rétablissement de l'indépendance judiciaire en Turquie et à la fin
- 111 à toute forme de pression et d'ingérence de l'exécutif sur le pouvoir judiciaire.

112

113

114